

Rapport financier 2000

Exercice terminé le 31 décembre

Municipalité

Code géographique : 87015

01

Nom officiel : Roquemaure

MRC ou communauté :

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier	5
Rapport du vérificateur	6
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
État des activités financières	9
État des activités d'investissement	10
État du coût des services municipaux	11
État du surplus accumulé	12
État des réserves financières et des fonds réservés	13
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
État de l'évolution de la situation financière	15
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	17
TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES	
1. Dépenses par objets	19
2. Dette à long terme - obligations et billets	20
- autres dettes à long terme	21
3. Financement des projets en cours	22
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	22
4. Endettement total net à long terme	23
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	25
Paiements tenant lieu de taxes	26
Autres revenus de sources locales	27
Transferts	29
Analyse des dépenses de fonctionnement par fonctions et activités	30
Analyse du coût des services municipaux	32
Analyse de la répartition des dépenses de la communauté municipale	34
Analyse des revenus et des dépenses - Électricité	35
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	36

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation foncière et richesse foncière aux fins de la péréquation	38
Certificat du trésorier ou du secrétaire-trésorier	38
Évaluation - autres données	39
Taux des taxes	40
Rapport du vérificateur sur le taux global de taxation	41
Calcul du taux global de taxation	42
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - variation du capital autorisé	45
Taxes municipales à recevoir	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir - dette à long terme	50
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	51
Emprunts à long terme approuvés non contractés	52
Questionnaire	54
Autres données	56
Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier sur la transmission électronique	57

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE M. Marcel Mainville

CONSEILLERS M. Ghislain Lévesque
M. Léo Plourde
M. Raymond Mainville

M. Richard Pinard
M. Rodrigue Morneau
M. Réjean Gamache

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

GREFFIER

TRÉSORIER OU Lise Roy
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Lise Roy, atteste que le rapport financier de

Roquemaure pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2000,
(Nom de la municipalité)

a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, LRQ, c. C-19, ou à l'article 176 du

Code municipal du Québec, LRQ, c. C-27.1.

Date 2001-02-27 Signature _____

Téléphone (819) 787-6311 Télécopieur (819) 787-6383
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2001/03/22 14:12:39

Dernière modification : 2001/03/22 14:12:39

22 815 129 772 1,6559 121 506

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LES ÉTATS FINANCIERS****Aux membres du conseil,**

Nous avons vérifié le bilan de la municipalité de Roquemaure au 31 décembre 2000 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2000, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR KPMG s.r.l.LIEU La Sarre, QuébecDATE 2001-02-27

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/03/22 14:12:39

Dernière modification : 2001/03/22 14:12:39

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	97 443	87 778
Placements temporaires	2		
Encaisse et placements affectés (note 4)	3		
Débiteurs (note 5)	4	24 581	13 322
Stocks (note 6)	5		
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6		
Autres actifs (note 7)	7		
	8	122 024	101 100
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9		
Créances à long terme (notes 9 et 15)	10		
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	962 471	936 726
	13	1 084 495	1 037 826
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15		
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	518	2 075
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18		
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	4 564	3 850
	20	5 082	5 925
Subventions reportées (note 11)	21	455 209	416 764
Dette à long terme (note 15)	22	9 270	13 834
	23	469 561	436 523
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	121 506	98 691
Montants à pourvoir dans le futur (note 19)	25		
Réserves financières et fonds réservés	26		334
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	493 428	502 278
	28	614 934	601 303
	29	1 084 495	1 037 826
Engagement contractuel (note 21)			
Éventualités (note 25)			

**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Taxes	128 817	1	130 248
Paiements tenant lieu de taxes	48 046	2	49 570
Autres revenus de sources locales	56 533	3	72 558
Transferts	111 250	4	122 757
	344 646	5	375 133
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	67 722	6	65 287
Sécurité publique	28 265	7	22 548
Transport	69 829	8	61 112
Hygiène du milieu	15 861	9	15 594
Santé et bien-être	3 011	10	2 643
Aménagement, urbanisme et développement	13 981	11	27 524
Loisirs et culture	64 334	12	66 692
Électricité		13	
Frais de financement	2 428	14	2 162
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	20 688	15	15 868
	286 119	16	279 430
Autres activités financières			
Remboursement en capital	3 841	17	3 850
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	54 686	18	69 038
	344 646	19	352 318
Excédent des activités financières avant affectations		20	22 815
Affectations			
Surplus (Déficit) accumulé non affecté		21	
Surplus accumulé affecté		22	
Réserves financières et fonds réservés			
virement de		23	
(virement à)		24	
		25	
Excédent avant financement à long terme		26	22 815
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement (note 18)		27	
Excédent net		28	22 815

**ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Sources de financement			
Transfert de l'état des activités financières (note 16)	54 686	1	69 038
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	13 391	2	
Surplus accumulé affecté		3	
Fonds réservés		4	
Emprunts à long terme émis		5	
	68 077	6	69 038
Dépenses d'investissement			
Administration générale	800	7	3 297
Sécurité publique	6 650	8	
Transport	43 598	9	61 111
Hygiène du milieu	3 129	10	
Santé et bien-être		11	
Aménagement, urbanisme et développement	5 400	12	2 620
Loisirs et culture	8 500	13	2 344
Électricité		14	
	68 077	15	69 372
Excédent des activités d'investissement		16	(334)

**ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonctionnement		Frais de financement		Amortissement		Subventions reportées	Subventions de fonctionnement	Gain/Perte sur dispositions	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux	
			+		+	Immobilisations	-						-
Administration générale	1	65 287	13	644	22	3 237	32		42	52	62	69 168	
Sécurité publique	2	22 548	14		23	1 148	33		43	53	63	23 696	
Transport	3	61 112	15		24	20 130	34	6 738	44	54	64	3 254	
Hygiène du milieu	4	15 594	16		25	802	35	115	45	55	65	16 281	
Santé et bien-être	5	2 643	17		26		36		46	56	66	2 643	
Aménagement, urbanisme et développement	6	27 524	18		27		37		47	57	67	27 524	
Loisirs et culture	7	66 692	19	1 518	28	18 310	38	6 209	48	58	68	80 311	
Électricité	8		20		29		39		49	59	69		
Frais de financement	9	2 162	21	(2 162))									
	10	263 562			30	43 627	40	13 062	50	60	70	222 877	
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	11	15 868									71	15 868	
	12	279 430			31	43 627	41	13 062	51	61	72	238 745	

**ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Activités financières		Activités d'investissement		Solde			
	Virement de	Virement à	Virement de	Virement à				
NON AFFECTÉ - solde au 1er janvier					1	98 691		
Redressement aux exercices antérieurs					2			
Affectation - activités financières		3			4			
Affectation - activités d'investissement				5	6			
Affectation - surplus accumulé affecté	7	8			9	(13 493)		
Affectation - réserves financières	10	11	12	13	14			
Affectation - fonds réservés	15	16	17	18	19			
Excédent net	20	22 815			21	22 815		
Autres (préciser)								
-	22	23	24	25	26			
-	27	28	29	30	31			
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	32	22 815	33	13 493	34	35	36	108 013
AFFECTÉ - solde au 1er janvier (note 17)					37			
Redressement aux exercices antérieurs					38			
Affectation - activités financières	39	40			41			
Affectation - activités d'investissement				42	43			
Affectation - surplus accumulé non affecté	44	13 493	45		46	13 493		
Affectation - réserves financières	47	48	49	50	51			
Affectation - fonds réservés	52	53	54	55	56			
Autres (préciser)								
-	57	58	59	60	61			
-	62	63	64	65	66			
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	67	13 493	68	69	70	71	13 493	
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	72	36 308	73	13 493	74	75	76	121 506

**ÉTAT DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre	
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à		
RÉSERVES FINANCIÈRES								
-	1	2	3	4	5	6	7	
-	8	9	10	11	12	13	14	
-	15	16	17	18	19	20	21	
	22	23	24	25	26	27	28	
FONDS RÉSERVÉS								
- Roulement (note 20)	29	30	31	32	33	34	35	
- Parcs et terrains de jeux	36	37	38	39	40	41	42	
- SQAÉ	43	44	45	46	47	48	49	
- Financement des projets en cours (Tableau 3)	50	334	51	52	53	54	(334) ⁵⁵	56
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (Tableau 3)	57	58	59	60	61	62	63	
- Autres	64	65	66	67	68	69	70	
.	71	72	73	74	75	76	77	
.	78	79	80	81	82	83	84	
.	85	86	87	88	89	90	91	
.	92	93	94	95	96	97	98	
.	99	100	101	102	103	104	105	
	106	334	107	108	109	110	(334) ¹¹¹	112
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	113	334	114	115	116	117	(334) ¹¹⁸	119

**ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Solde au début de l'exercice	1	502 278	502 278
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	502 278	502 278
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	69 372	
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	13 062	
Remboursement de la dette à long terme	9	3 850	
Autres (préciser)			
-	10		
-	11		
	12	86 284	
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	43 627	
Réduction de créances à long terme	17		
Subvention pour investissement	18	51 507	
Émission de dettes à long terme			
activités d'investissement	19		
activités financières	20		
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	95 134	
Solde à la fin de l'exercice	24	493 428	502 278

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Activités de fonctionnement			
Excédent net	1	22 815	
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2		
Autres (préciser)			
-	3		
	4	22 815	
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	5	69 038	
Remboursement en capital	6	3 850	
Autres (préciser)			
-	7		
	8	95 703	
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	9	(11 259)	
Stocks	10		
Autres actifs	11		
Créditeurs et frais courus	12	(1 557)	
Revenus reportés	13		
Autres passifs	14		
	15	82 887	
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	16	(69 372)	
Acquisitions de placements à long terme	17		
Autres (préciser)			
-	18		
	19	(69 372)	
Activités de financement			
Émission de dette à long terme	20		
Remboursement de dette à long terme	21	(3 850)	
Montants à recouvrer de tiers	22		
Autres (préciser)			
-	23		
	24	(3 850)	
Augmentation (diminution) des liquidités	25	9 665	
Situation des liquidités au début	26	87 778	
Situation des liquidités à la fin	27	97 443	

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, du découvert en banque et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

1. Statuts de la municipalité

La municipalité de Roquemaure est régie par le Code municipal du Québec.

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés selon les particularités de la comptabilité municipale au Québec. La municipalité de Roquemaure présente les états financiers cumulés qui tiennent compte de l'ensemble des transactions des divers fonds. Les opérations et les soldes inter-fonds sont éliminés. De plus, les sommes qui sont assujetties à certaines dispositions législatives ou réglementaires sont présentées distinctement. □

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice. □

□
Selon cette méthode les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées. □

□
Par ailleurs, les dépenses d'opération sont établies sans l'amortissement des immobilisations, du remboursement en capital de la dette à long terme ou des immobilisations ou placements à même les revenus. □

□

C) Stocks**D) Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi selon la méthode linéaire pour les infrastructures et les bâtiments pour une période de 40 ans, et la méthode dégressive pour les autres immobilisations au taux de 20 % et de 30 %. □

□

E) Autres éléments

préciser:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**3. Modification de convention comptable**

À compter du 1er janvier 2000, suite à une modification des conventions comptables, la Municipalité comptabilise les revenus et les dépenses selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ainsi, les revenus d'intérêt sur les placements et les débiteurs et la dépense d'intérêt sur la dette à long terme sont les principales composantes visées par la modification de convention comptable. Antérieurement, ces éléments étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.□

□

Cette modification des conventions comptables a été appliquée sur une base prospective.□

□

En raison de la méthode utilisée pour l'application des modifications des conventions comptables, les états financiers ne sont pas présentés sur une base comparative.□

□

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	6 122	6 397
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 750	2 086
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	7 113	3 650
Organismes municipaux	16	822	1 189
Autres (préciser)			
- Autres comptes à recevoir	17	7 774	
-	18		
	19	24 581	13 322
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20		
Note			
6. Stocks (préciser)			
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

	31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
7. Autres actifs		
Frais payés d'avance	26	
Dépenses reportées (préciser)		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
Autres (préciser)		
-	31	
-	32	
	33	
Note		
8. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	34	
Immeubles industriels municipaux	35	
Immobilisations en cours	36	
Autres	37	
	38	
Note		
9. Créances à long terme		
Prêts à un office municipal d'habitation	39	
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40	
Prêts à un fonds d'investissement	41	
Autres créances	42	
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	
	44	
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45	
	46	
Note		
10. Placements à long terme		
Participation dans une société d'économie mixte		
actions votantes	47	
actions non votantes	48	
Autres	49	
	50	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**11. Immobilisations**

Catégories	31 décembre 2000						1 ^{er} janvier 2000					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	1 022 177	64	247 012	76	775 165	89	925 047	102	219 802	114	705 245
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	199 058	66	85 774	78	113 284	91	199 058	104	80 798	116	118 260
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	44 187	68	31 604	80	12 583	93	43 399	106	28 458	118	14 941
Ameublement et équipement de bureau	56	73 892	69	47 874	81	26 018	94	68 250	107	40 727	119	27 523
Machinerie, outillage et équipement	57	20 445	70	15 855	82	4 590	95	20 445	108	14 707	120	5 738
Terrains	58	30 831	71		83	30 831	96	30 831	109		121	30 831
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	1 390 590	73	428 119	85	962 471	98	1 287 030	111	384 492	123	902 538
Immobilisations en cours	61				86		99	34 188			124	34 188
	62	1 390 590	74	428 119	87	962 471	100	1 321 218	112	384 492	125	936 726
Subventions reportées	63	562 464	75	107 255	88	455 209	101	510 957	113	94 193	126	416 764

Note

La dépense d'amortissement des immobilisations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est de 43 627 \$.

□

La municipalité a bénéficié également de subvention de 562 464 \$ pour des travaux d'infrastructure. Ces subventions s'amortissent au rythme des immobilisations auxquelles elles se rapportent soit 40 ans. À cet effet, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, un montant de 13 062 \$ a été porté en diminution du coût des services municipaux.

□

□

Municipalité : Roquemaure

Code géographique : 87015

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	127	28	2 066
Salaires et déduotions à la source à payer	128		
Dépôts et retenues de garantie	129		
Gouvernement du Canada	130	228	4
Gouvernement du Québec	131	262	5
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133		
Commissions scolaires	134		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135		
Autres courus et passifs (préciser)			
-	136		
-	137		
-	138		
-	139		
	140	518	2 075

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141		
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux	142		
autres actifs	143		
Autres (préciser)			
-	144		
-	145		
	146		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
en monnaie canadienne	147	13 834	17 684
en monnaies étrangères	148		
taux d'intérêt variant de	à		
échéant de	à		
%,			
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	149		
Organismes municipaux	150		
Autres	151		
Dettes en cours de refinancement	152		
	153	13 834	17 684
Moins: Versements exigibles à court terme	154	4 564	3 850
	155	9 270	13 834

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante:

Sommes accumulées			
Revenus reportés	156		
Surplus accumulés affectés	157		
Fonds réservés (préciser)			
-	158		
-	159		
-	160		
	161		
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises	162		
Organismes municipaux	163		
Autres tiers	164		
Partie à la charge des contribuables			
Une partie de la municipalité	165		
Ensemble de la municipalité	166	13 834	17 684
	167	13 834	17 684

Les échéances de la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivantes:

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total
2001	168	4 564	173	178	178	4 564
2002	169	4 564	174	179	179	4 564
2003	170	4 564	175	180	180	4 564
2004	171	142	176	181	181	142
2005	172		177	182	182	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**16. Transfert à (de) l'état des activités d'investissement (financières)**

Certaines dépenses d'investissement ont été financées à même les activités financières.
Ces montants se répartissent par source de la façon suivante:

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Taxes générales spéciales immobilisations et placements		183	
Taxes de secteur immobilisations et placements		184	
Contributions des promoteurs		185	
Transferts conditionnels		186	51 507
Autres	54 686	187	17 531
	54 686	188	69 038

Note**17. Surplus accumulé affecté**

	2000	2000
	31 décembre	1^{er} janvier
- approp. surplus pour l'exercice suivant	189	13 493
-	190	
-	191	
-	192	
-	193	
-	194	
-	195	
-	196	
-	197	
-	198	
	199	13 493

Note**18. Financement à long terme des dépenses de fonctionnement**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**19. Montants à pourvoir dans le futur**

Les mesures transitoires relatives aux nouvelles normes comptables ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

Dépenses : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 sont répartis aux exercices financiers de la façon suivante :

	Solde au 1^{er} janvier ***		Activités financières	Solde au 31 décembre 2000
Revenus				
-	200	209		217
-	201	210		218
-	202	211		219
	203	212		220
<i>Déduire:</i>				
Dépenses				
Salaires et avantages sociaux	204	213		221
Autres	205	214		222
	206	215		223
	207	216		224
Intérêts - dette à long terme	208			225
Note				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**20. Fonds de roulement****21. Engagement contractuel****22. Régime de retraite****23. Transactions avec des organismes municipaux ou supramunicipaux**

La Municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

La Municipalité a contracté un engagement qui n'est pas comptabilisé pour un montant de 10 151 \$ pour l'année 2001 relativement à la cueillette et au transport des ordures ménagères.

24. Transactions avec des organismes municipaux sous propriété ou contrôle**25. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

Assurance cautionnement pour directrice-générale: 6 000 \$.

Assurance responsabilité professionnelle directrice générale:

1 000 000 \$.

b) Auto-assurance**c) Poursuites****d) Autres (préciser)**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**26. Autres notes (selon les besoins)**

La Municipalité a contracté une assurance offrant les couvertures suivantes :

Biens et bâtisses 402 000 \$

Responsabilité civile 2 000 000 \$

Emprunt bancaire :

L'emprunt bancaire est autorisé pour un montant n'excédant pas 50 000\$ et porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Il est renouvelable annuellement. Le taux préférentiel est de 7,5 % en date de fin d'exercice.

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

**DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

OBJETS	Réalizations 2000				Réalizations
	Activités financières		Activités d'investissement	Total	1999 facultatif
Rémunération					
élus	1	12 216		46	12 216
employés	2	45 493	28	47	45 493
Cotisations de l'employeur					
élus	3	356		48	356
employés	4	6 571	29	49	6 571
Transport et communication	5	13 721	30	50	13 721
Services professionnels, techniques et autres					
honoraires professionnels	6	2 276	31	51	2 276
achats de services techniques	7	44 370	32	52	44 370
autres	8	62 677	33	53	62 677
Location, entretien et réparation					
location	9	2 270	34	54	2 270
entretien et réparation	10	9 587		55	9 587
Biens durables					
travaux de construction			35	62 653	62 653
achats de biens			36	6 719	6 719
Biens non durables					
fournitures de services publics	11	14 428		58	14 428
autres biens non durables	12	21 990		59	21 990
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
la municipalité	13	1 518		60	1 518
autres organismes municipaux	14			61	
gouvernements du Québec et du Canada	15			62	
autres tiers	16			63	
autres frais de financement	17	644	37	64	644
Contributions à des organismes					
organismes municipaux					
répartition des dépenses de la communauté municipale	18	12 381		65	12 381
participation financière aux services fournis par une SEM	19		38	66	
achats de services municipaux	20		39	67	
autres	21	6 568	40	68	6 568
organismes gouvernementaux					
contributions au financement	22	15 868		69	15 868
achats de services gouvernementaux	23		41	70	
autres organismes	24		42	71	
Autres objets					
créances douteuses ou irrécouvrables	25		43	72	
autres	26	6 496	44	73	6 496
	27	279 430	45	69 372 74	348 802

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission					Solde au	
Date	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000	
MONNAIE CANADIENNE						
1996-01-03	30 000	7,55	2004	13 834	17 684	
				1	13 834	4
MONNAIES ÉTRANGÈRES						
Variation - monnaies étrangères				2	5	
				3	13 834	6

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)**DETTE À LONG TERME****B) AUTRES DETTES À LONG TERME**

<u>Émission</u>					<u>Solde au</u>	
<u>Date</u>	<u>Montant</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>	<u>31 décembre 2000</u>	<u>1^{er} janvier 2000</u>	
MONNAIE CANADIENNE						
				1	4	
MONNAIES ÉTRANGÈRES						
Variation - monnaies étrangères				2	5	
				3	6	

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

		Projets en cours au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs		Financement	Dépenses		Projets fermés	Projets en cours au 31 décembre
Financement	1	34 522	2	3	69 038		4	103 560	5
Dépenses	6	34 188	7			8	69 372	9	103 560
	11	334	12	13	69 038	14	69 372	15	16

Répartition

Financement non utilisé	17	334							18
Dépenses à financer	19								20
	21	334							22

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Solde au 31 décembre
			Activités financières	Activités investissement		
Montant non réservé	23	24	25	26	27	28
Montant réservé pour le service de la dette	29	30	31	32	33	34
	35	36	37	38	39	40

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME****31 décembre 2000**

Dette à long terme (note 15)	1	13 834
------------------------------	---	--------

Déduire

Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	
--	---	--

Montants à recouvrer de tiers	3	
-------------------------------	---	--

Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
--	---	--

Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
--	---	--

Autres (préciser)	6	
-------------------	---	--

-	6	
---	---	--

-	7	
---	---	--

Ajouter

Dépenses d'investissement à financer	8	
--------------------------------------	---	--

Autres (préciser)	9	
-------------------	---	--

-	9	
---	---	--

-	10	
---	----	--

Endettement net à long terme	11	13 834
-------------------------------------	-----------	---------------

Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale du comté	12	
---------------------------------	----	--

Communauté urbaine	13	
--------------------	----	--

Régie intermunicipale	14	
-----------------------	----	--

Autres organismes municipaux	15	
------------------------------	----	--

Autres organismes	16	
-------------------	----	--

	17	
--	----	--

Endettement total net à long terme	18	13 834
---	-----------	---------------

Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TAXES	2000		1999
	Budget		facultatif Réalizations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales	103 394	1	104 830
Taxes générales spéciales			
- immobilisations et placements		2	
Taxes de secteur			
- service de la dette		3	
- fonctionnement		4	
- immobilisations et placements		5	
Surtaxe sur immeubles non résidentiels		6	
Taxe sur immeubles non résidentiels		7	
Surtaxes sur terrains vagues		8	
Autres		9	
	103 394	10	104 830
SUR UNE AUTRE BASE			
Tarifification pour services municipaux			
eau		11	
égouts	3 962	12	3 962
traitement des eaux usées		13	
matières résiduelles	15 028	14	15 027
service de la dette		15	
immobilisations et placements		16	
autres			
-Enlèvement de la neige	3 233	17	3 231
-Éclairage des rues	3 200	18	3 198
-		19	
	25 423	20	25 418
Taxes d'affaires			
sur l'ensemble de la valeur locative		21	
autres		22	
		23	
	128 817	24	130 248

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC			
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement			
taxes foncières		1	
taxes d'affaires		2	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		3	
taxe sur immeubles non résidentiels		4	
compensations pour services municipaux		5	
		6	
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux		7	
cégeps et universités		8	
écoles primaires et secondaires	1 258	9	1 243
	1 258	10	1 243
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		11	
biens culturels classés		12	
		13	
	1 258	14	1 243
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières		15	
taxes d'affaires		16	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		17	
taxe sur immeubles non résidentiels		18	
compensations pour services municipaux		19	
		20	
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières		21	
compensations pour services municipaux		22	
		23	
AUTRES			
réseaux de télécommunication, gaz et électricité			
télécommunication, gaz et électricité	13 341	24	14 241
péréquation	33 447	25	34 086
neutralité		26	
villes centres		27	
autres		28	
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices			
d'électricité		29	
autres		30	
	46 788	31	48 327
	48 046	32	49 570

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale		1	
Sécurité publique			
police		2	
protection contre les incendies		3	
sécurité civile		4	
autres		5	
		6	
Transport			
réseau routier		7	
transport en commun		8	
autres		9	
		10	
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		11	
réseau de distribution de l'eau potable		12	
traitement des eaux usées		13	
réseaux d'égouts		14	
matières résiduelles		15	
autres		16	
		17	
Santé et bien-être		18	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		19	
autres		20	
		21	
Loisirs et culture			
activités récréatives		22	
activités culturelles		23	
		24	
Service de la dette			
dette à long terme			
- capital		25	
- intérêts et autres frais		26	
autres frais de financement		27	
		28	
		29	

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES (suite)	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale		1	
Sécurité publique		2	
Transport		3	
Hygiène du milieu		4	
Santé et bien-être		5	
Aménagement, urbanisme et développement	9 408	6	20 712
Loisirs et culture	40 150	7	38 181
Électricité		8	
Autres	1 425	9	4 611
	50 983	10	63 504
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	650	11	780
droits de mutation immobilière	1 000	12	1 329
Amendes et pénalités		13	
Intérêts	3 900	14	6 945
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		15	
autres actifs		16	
Contributions des promoteurs		17	
Autres		18	
	5 550	19	9 054
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	56 533	20	72 558

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TRANSFERTS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Regroupement municipal		1	
Compensation pour droits sur divertissements		2	
Autres		3	
Autres transferts inconditionnels		4	
		5	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale		6	
Sécurité publique			
police		7	
protection contre les incendies		8	
sécurité civile		9	
autres		10	
Transport			
réseau routier	111 250	11	111 250
transport en commun		12	
autres		13	11 507
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		14	
réseau de distribution de l'eau potable		15	
traitement des eaux usées		16	
réseaux d'égouts		17	
matières résiduelles		18	
autres		19	
Santé et bien-être		20	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		21	
autres		22	
Loisirs et culture			
activités récréatives		23	
activités culturelles		24	
bibliothèques		25	
Autres		26	
Autres transferts conditionnels		27	
	111 250	28	122 757
	111 250	29	122 757

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil municipal	16 548	1	15 140
Application de la loi		2	
Gestion financière et administrative	41 161	3	40 173
Greffe	1 700	4	293
Évaluation	7 416	5	7 416
Gestion du personnel		6	
Autres	897	7	2 265
	67 722	8	65 287
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	14 022	9	14 022
Protection contre les incendies	14 243	10	8 526
Sécurité civile		11	
Autres		12	
	28 265	13	22 548
TRANSPORT			
Réseau routier			
voirie municipale	34 283	14	27 942
enlèvement de la neige	32 346	15	30 185
éclairage des rues	3 200	16	2 985
circulation et stationnement		17	
Transport collectif			
transport en commun		18	
transport aérien		19	
transport par eau		20	
Autres		21	
	69 829	22	61 112
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égouts			
purification et traitement de l'eau potable		23	
réseau de distribution de l'eau potable		24	
traitement des eaux usées		25	
réseaux d'égouts	833	26	658
Matières résiduelles			
déchets domestiques			
- collecte et transport	13 353	27	13 173
- élimination		28	
matières secondaires			
- collecte et transport		29	
- traitement	1 675	30	1 763
élimination des matériaux secs		31	
Amélioration des cours d'eau		32	
Protection de l'environnement		33	
Autres		34	
	15 861	35	15 594

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Inspection des aliments		1	
Logement social	3 011	2	2 643
Autres		3	
	3 011	4	2 643
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	2 780	5	4 248
Rénovation urbaine			
biens patrimoniaux		6	
autres biens		7	
Promotion et développement économique			
industries et commerces		8	1 186
tourisme		9	841
autres	8 542	10	4 951
Autres	2 659	11	16 298
	13 981	12	27 524
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
centres communautaires	20 430	13	25 044
patinoires intérieures et extérieures	1 120	14	897
piscines, plages et ports de plaisance	39 517	15	37 749
parcs et terrains de jeux	95	16	218
expositions et foires		17	
autres		18	
	61 162	19	63 908
Activités culturelles			
centres communautaires		20	
bibliothèques	1 739	21	1 777
patrimoine			
musées et centres d'exposition		22	
autres ressources du patrimoine		23	
autres	1 433	24	1 007
	3 172	25	2 784
	64 334	26	66 692
ÉLECTRICITÉ			
		27	
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
intérêts	1 528	28	1 518
autres frais	900	29	644
Autres frais de financement		30	
	2 428	31	2 162

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonc- tionnement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées	-
Administration générale	1	65 287 ²⁰		644 ³⁹		3 237 ⁵⁸						69 168	
Sécurité publique													
police	2	14 022 ²¹		40		59						14 022	
protection contre les incendies	3	8 526 ²²		41		1 148 ⁶⁰						9 674	
sécurité civile	4	23		42		61							
autres	5	24		43		62							
	6	22 548 ²⁵		44		1 148 ⁶³						23 696	
Transport													
réseau routier	7	61 112 ²⁶		45		20 130 ⁶⁴		6 738 ⁸³		71 250 ¹⁰²		3 254	
transport collectif	8	27		46		65		84		103			
autres	9	28		47		66		85		104			
	10	61 112 ²⁹		48		20 130 ⁶⁷		6 738 ⁸⁶		71 250 ¹⁰⁵		3 254	
Hygiène du milieu													
purification et traitement de l'eau potable	11	30		49		68		87		106			
réseau de distribution de l'eau potable	12	31		50		69		88		107			
traitement des eaux usées	13	32		51		70		89		108			
réseaux d'égouts	14	658 ³³		52		802 ⁷¹		115 ⁹⁰		109		1 345	
matières résiduelles	15	14 936 ³⁴		53		72		91		110		14 936	
amélioration des cours d'eau	16	35		54		73		92		111			
protection de l'environnement	17	36		55		74		93		112			
autres	18	37		56		75		94		113			
	19	15 594 ³⁸		57		802 ⁷⁶		115 ⁹⁵		114		16 281	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES	Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	-	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux	
					Immobili- sations	Subventions reportées								
Santé et bien-être	1		2 643 ¹³		25		36		47		58	69	2 643	
Aménagement, urbanisme et développement														
aménagement, urbanisme et zonage	2		4 248 ¹⁴		26		37		48		59	70	4 248	
rénovation urbaine	3				27		38		49		60	71		
promotion et développement économique	4		6 978 ¹⁶		28		39		50		61	72	6 978	
autres	5		16 298 ¹⁷		29		40		51		62	73	16 298	
	6		27 524 ¹⁸		30		41		52		63	74	27 524	
Loisirs et culture														
activités récréatives	7		63 908 ¹⁹		31	1 518	18 310 ⁴²		53	6 209	64	75	77 527	
activités culturelles	8		1 007 ²⁰		32		43		54		65	76	1 007	
bibliothèques	9		1 777 ²¹		33		44		55		66	77	1 777	
	10		66 692 ²²		33	1 518	18 310 ⁴⁵		56	6 209	67	78	80 311	
Électricité	11				35		46		57		68	79		
Frais de financement	12		2 162 ²⁴		(2 162)									

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DE LA COMMUNAUTÉ MUNICIPALE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalizations	facultatif Réalizations
Administration générale			
Évaluation	7 416	1	7 416
Autres	1 898	2	1 893
Sécurité publique			
Police		3	
Protection contre les incendies		4	
Sécurité civile		5	
Autres		6	
Transport			
Réseau routier		7	
Transport en commun		8	
Transport aérien		9	
Autres		10	
Hygiène du milieu			
Purification et traitement de l'eau potable		11	
Réseau de distribution de l'eau potable		12	
Traitement des eaux usées		13	
Réseaux d'égouts		14	
Matières résiduelles		15	
Autres		16	
Santé et bien-être			
		17	
Aménagement, urbanisme et développement			
Promotion et développement économique	3 117	18	3 072
Autres		19	
Loisirs et culture			
Activités récréatives		20	
Activités culturelles		21	
Bibliothèques		22	
Électricité			
		23	
	12 431	24	12 381

ANALYSE DES REVENUS ET DES DÉPENSES - ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole		1	
Générale et institutionnelle		2	
Industrielle		3	
Autres		4	
Autres revenus		5	
		6	
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie		7	
Taxe sur le revenu brut		8	
Frais d'exploitation		9	
Autres frais		10	
Frais de financement		11	
Dépenses avant imputation		12	
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité		13	
		14	
Autres activités financières			
Remboursement en capital		15	
Transfert à l'état des activités d'investissement		16	
		17	
Excédent des revenus sur les dépenses avant affectations			
		18	
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté		19	
Surplus accumulé affecté		20	
Réserves financières et fonds réservés			
virement de		21	
(virement à)		22	
		23	
Excédent avant financement à long terme			
		24	
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement		25	
Excédent net			
		26	

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

		Budget	Réalisations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1		
Conduite d'égout	2	3 129	
Conduite d'aqueduc	3		
Usines de traitement de l'eau potable	4		
Parcs et terrains de jeux	5		
Dépotoirs et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	43 298	62 653
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		290
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires	14	8 500	2 344
Améliorations locatives	15		
Véhicules	16		
Ameublement et équipement de bureau	17	800	3 297
Machinerie, outillage et équipement	18	6 950	788
Terrains	19	5 400	
Autres	20		
	21	68 077	69 372

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	22		
Créances à long terme	23		
Placements à long terme	24		
Autres	25		
	26		
	27	68 077	69 372

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Police	28		
Protection contre les incendies	29		
Autres	30		
	31		

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE ET
LA RICHESSE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2002**

	Valeur au rôle 1er janvier 2000	%	Richesse foncière 2000
Évaluation des immeubles imposables	1 <u>7 836 830</u>	100%	14 7 836 830
Évaluation des immeubles non imposables			
Immeubles visés au 1er alinéa de l'article 208 LFM	2	100%	15
Immeubles visés au 2e alinéa de l'article 210 LFM	3	100%	16
Immeubles du gouvernement du Québec visés par			
- le 1er alinéa de l'article 255 LFM	4	100%	17
- autres immeubles	5 47 100		
Immeubles du gouvernement du Canada et de ses entreprises	6		18
Biens culturels classés (partie non imposable)	7	100%	19
Réseau de la santé et des services sociaux	8	80%	20
Cégeps et universités	9	80%	21
Écoles primaires et secondaires	10 303 500	25%	22 75 875
Autres immeubles	11 601 010		
Évaluation équivalant à la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2000			23
Évaluation des immeubles non imposables (lignes 2 à 11)	12 <u>951 610</u>		
Total du rôle d'évaluation foncière au 1er janvier 2000(lignes 1 + 12)	13 <u>8 788 440</u>		
Richesse foncière non uniformisée (lignes 14 à 23)			24 <u>7 912 705</u>
Facteur comparatif du rôle d'évaluation foncière établi pour l'exercice financier 2000			25 .....1,02
Richesse foncière uniformisée de 2000 (ligne 24 x ligne 25)			26 <u>8 070 959</u>

CERTIFICAT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je, soussigné, Lise Roy
Nom

directrice générale
Fonction

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité
aux fins de la péréquation de 2002 sont exacts.

Signature

2001-02-27

Date

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

**ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES
POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE**

**Valeur au rôle
1er janvier 2000**

Terrains vagues imposables		
terrains vagues desservis	1	
terrains vagues non desservis	2	458 600
Terrains vagues non imposables		
terrains vagues desservis	3	
terrains vagues non desservis	4	110 600
<hr/>		
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE, AU 1er JANVIER 2000	5	569 200

SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000

Valeur au rôle

Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où s'exerce une activité
mentionnée à l'article 232 LFM

lieux d'affaires imposables	6	
lieux d'affaires non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
visés par le 1er alinéa de l'article 255 LFM	7	
autres	8	

Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune
activité mentionnée à l'article 232 LFM

9

TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE
AU 1er JANVIER 2000

10

**facteur
comparatif**

Facteur comparatif du rôle de la valeur locative

11

POPULATION

Population permanente	12	454
Population saisonnière	13	90
Nombre d'unités de logement	14	223

**TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2000**

Taxes sur la valeur foncière

Taxes générales ¹	1	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> 1	,	<input type="text" value=""/> 2 <input type="text" value=""/> 6 <input type="text" value=""/> 1 <input type="text" value=""/> 5	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales - immobilisations et placements ¹	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ¹	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ¹	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe par unité de logement)

eau	5	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ par unité de logement
égouts	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ par unité de logement
eau et égouts	7	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$ par unité de logement
déchets domestiques	8	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> 6 <input type="text" value=""/> 9	,	<input type="text" value=""/> 2 <input type="text" value=""/> 5	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>		<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	% de la valeur locative

**Autres taxes et autres modes de tarification
pour services municipaux**

Description	Taux	Code ²	code 7 - autres, préciser
Service de la dette	,069	1	
Enlèvement de la neige	11,88	4	
Entretien des égouts	,47	7	pied linéaire
Éclairage des rues	14,34	4	

1. Si la municipalité se prévaut des articles 253.54 à 253.62 LFM, ne pas inscrire de taux à cette ligne et fournir pour chacune de ces taxes, sur une page supplémentaire annexée au formulaire, les informations requises au Guide du rapport financier.

2. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)
 5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la municipalité de Roquemaure pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en nous fondant sur notre vérification. □

□
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction. □

□
À notre avis, le taux global de taxation de la municipalité de Roquemaure pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est établi, à tous les égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. □

□

NOM DU VÉRIFICATEUR KPMG s.r.l.LIEU La Sarre, QuébecDATE 2001-02-27

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/03/22 14:12:39

Dernière modification : 2001/03/22 14:12:39

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des taxes avant ajouts et déductions	1	<u>130 248</u>
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2	<u> </u>
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77)	3	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	4	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
d) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ³	8	.....
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels	9	.....
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels	10	.....
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	11	.....
g) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM	12	.....
h) Remboursement de taxes des exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	13	<u> </u>
Total des taxes inscrites à la page 9	15	<u>130 248</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Taxes foncières autres que la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels et autres que les compensations pour services municipaux imposées en vertu de l'article 205 de la LFM.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des taxes selon l'état des activités financières	1	130 248
Ajouter :		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	2	.....
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière, montant relatif aux taxes foncières	3	.....
Total partiel	4	130 248
Déduire :		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
- taxes imposées pour 2000 et non prélevées	5	.....
- taxes d'un exercice antérieur prélevées en 2000 ²	6	476
- taxes d'affaires	7	.....
- surtaxe sur immeubles non résidentiels	8	.....
- taxe sur immeubles non résidentiels	9	.....
- taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	10	.....
- taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	11	.....
- compensations pour services municipaux imposés au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	12	.....
- taxes ou droits annuels imposés en vertu de certains articles de la charte de la Ville de Montréal ³	13	476
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	15	129 772

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes prélevées en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Articles 801, 802, 803 ou 805 de la charte.

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 1999 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt.

1 7 769 730

Ajouter ou détruire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2000

Augmentation

Diminution

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000

2 137 200 3 134 900

Variation nette

4 2 300

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000 ou à une date antérieure à celle-ci et apportées avant le 31 décembre 2000

5 82 000 6 17 200

Variation nette

7 64 800

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

8 7 836 830

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins de calcul des taux global de taxation

9 129 772

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

10 7 836 830

Taux global de taxation de 2000

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

| 1 | , | 6 | 5 | 5 | 9 | / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

<u>RÉSOLUTION</u>		<u>OBJET DE L'ENGAGEMENT</u>	<u>MONTANT INITIAL</u>	<u>SOLDE ENGAGÉ AU 31 DÉCEMBRE</u>	
<u>NO</u>	<u>DATE</u>			<u>2000</u>	<u>1999</u>
			<u>TOTAL</u>	<u>1</u>	<u>2</u>

**VARIATION DU CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>RÈGLEMENT No</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1er JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé		4
par l'imposition d'une taxe spéciale		5
		6
Diminution		7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

TAXES MUNICIPALES À RECEVOIR
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

		<u>Taxes à recevoir</u>		<u>Provision créances douteuses</u>		<u>Taxes à recevoir nettes</u>
Exercice 2000	1	5 299	2		3	5 299
Exercice 1999	4	745	5		6	745
Exercice 1998	7	78	8		9	78
Exercices antérieurs	10	<u> </u>	11	<u> </u>	12	<u> </u>
Total	13	<u>6 122</u>	14	<u> </u>	15	<u>6 122</u>

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Projet no chemins, rues	Projet no Lumières de rue	Projet no Pont 298	Projet no ameublement
FINANCEMENT PERMANENT				
Financement au 1er janvier			34 522	
Redressement exercices antérieurs				
<i>Ajouter:</i>				
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE				
Transfert de l'état des activités financières				
Taxes générales spéciales				
immobilisations et placements				
Taxes de secteur				
immobilisations et placements				
Contributions des promoteurs				
Transferts conditionnels	40 000		11 507	
Autres	10 812	290		6 429
Autres sources				
Surplus accumulé non affecté				
Surplus accumulé affecté				
Fonds réservés				
Emprunts à long terme émis				
Total	50 812	290	11 507	6 429
Financement au 31 décembre (A)	50 812	290	46 029	6 429
DÉPENSES				
Dépenses au 1er janvier			34 188	
Redressement - exercices antérieurs				
ajouter: Dépenses de l'exercice	50 812	290	11 841	6 429
Dépenses au 31 décembre (B)	50 812	290	46 029	6 429
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES				
(A - B)				
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice				
Règlements d'emprunts				
Autres				
FINANCEMENT PROJETS EN COURS				
Financement non utilisé				
Dépenses à financer				
DÉPENSES AUTORISÉES				
SUBVENTIONS RELATIVES AUX				
DÉPENSES À FINANCER				

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000 (suite)

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
FINANCEMENT PERMANENT			
Financement au 1er janvier	34 522	34 522	
Redressement exercices antérieurs			
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et placements			
Taxes de secteur			
immobilisations et placements			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels	51 507	51 507	
Autres	17 531	17 531	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés			
Emprunts à long terme émis			
Total	69 038	69 038	
Financement au 31 décembre (A)	103 560	103 560	
DÉPENSES			
Dépenses au 1er janvier	34 188	34 188	
Redressement - exercices antérieurs			
ajouter: Dépenses de l'exercice	69 372	69 372	
Dépenses au 31 décembre (B)	103 560	103 560	
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)			
Déduire: Financement non utilisé des			
projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunts			
Autres			
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé			
Dépenses à financer			
DÉPENSES AUTORISÉES			
SUBVENTIONS RELATIVES AUX			
DÉPENSES À FINANCER			

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Total
SOLDES DISPONIBLES AU 1er JANVIER	
Redressement exercices antérieurs	
<i>Ajouter:</i>	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à:	
des dépenses d'investissement	
d'autres fins	
Total partiel	
 Déduire:	
Affectations de l'exercice	
Frais de financement	
intérêts	
autres frais	
Remboursement en capital	
Réduction de l'emprunt	
Autres fins spécifiées dans un règlement	
dépenses d'investissement	
autres	
Virement au surplus(déficit) accumulé	
 Total des affectations	
 SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	
 Montant réservé pour le service de la dette	
 Montant non réservé	
 SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actuali- sation	Versement annuel	
a) Annuité (Capital et intérêts)							
Total							
b) Autre mode (Capital seulement)							
Total							

**REVENUS REPORTÉS - IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2000**

A) ENGAGEMENTS NON ÉCHUS AU 31 DÉCEMBRE 2000

Capital	1	.....
Intérêts	2	.....
Total	(A) 3	.....

B) REVENUS DISPONIBLES POUR LE PAIEMENT DES ENGAGEMENTS NON ÉCHUS

Revenus reportés au 1 ^{er} janvier 2000, provenant de cessions d'immeubles industriels municipaux	4
---	---	-------

Ajouter:

Cessions en 2000

Ventes au comptant

5
.....

Versements échus sur ventes à crédit

6
.....

Intérêts sur ventes à crédit

7
.....

Total partiel

8
.....

Déduire:

Revenus affectés au paiement des engagements échus
en 2000 tels qu'établis à la ligne 17 ci-dessous9
.....

REVENUS DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2000

(B) 10 **.....**C) REVENUS REPORTÉS ET DISPONIBLES
AU 31 DÉCEMBRE 2000

Le moindre de A ou B

(C) 11 **.....****Calcul des revenus affectés au paiement
des engagements échus en 2000**

Services de la dette relatif aux immeubles industriels municipaux pour 2000	12
--	----	-------

Moins:

Taxe spéciale prélevée en 2000

13
.....Revenus de location d'immeubles industriels municipaux en
2000, déduction faite des coûts d'administration et d'entretien14
.....

Ligne 13 + ligne 14

15
.....TOTAL DES ENGAGEMENTS ÉCHUS ET NON
AUTREMENT COMPENSÉS EN 200016 **.....**INSCRIRE LE MOINDRE DES MONTANTS
AUX LIGNES 16 ET 8, ET LE REPORTER À LA LIGNE 917 **.....**

QUESTIONNAIRE

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

1. À quelle date a été déposé au conseil le rapport financier, dressé sur le formulaire fourni par le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, conformément aux articles 105 et 105.1 LCV ou aux articles 176 et 176.1 CMQ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 ?

1	2001	04	02
	an	mois	jour

2. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de la municipalité ?

	OUI		NON
2	<input checked="" type="checkbox"/>	3	<input type="checkbox"/>

3. Les dépenses en immobilisations autorisées par règlement d'emprunt et engagés au cours de l'exercice comprennent-elles des montants recouverts ou recouvrables par les activités financières ?

4	<input type="checkbox"/>	5	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	---	-------------------------------------

Si oui, indiquer le total des dépenses ainsi recouvertes ou recouvrables par les activités financières.

6 _____ \$

4. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de la loi 83 de 1996 (1996, c.77) ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?

7	<input type="checkbox"/>	8	<input checked="" type="checkbox"/>
---	--------------------------	---	-------------------------------------

Si oui, indiquer les montants suivants :

- a) le montant total versé en 2000

9 _____ \$

- b) le solde estimatif au 31 décembre 2000 des engagements en vertu du règlement concerné

10 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
f) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, pour chacune des taxes visées, annexer au formulaire les informations requises décrites au Guide du rapport financier 2000.			
7. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
8. La municipalité utilise-t-elle une application informatique pour remplir le formulaire du rapport financier ? Si oui, indiquer laquelle	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Système de transmission électronique du MAMM	29 <input checked="" type="checkbox"/>		
Autre application informatique	30 <input type="checkbox"/>		
9. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements	33 <u>3</u>		

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

MUNICIPALITÉ

Adresse 15, rue Raymond est
(no) (rue)
ROQUEMAURE (Québec) J0Z 3K0
(Municipalité)

Téléphone (819) 787-6311
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 787-6383
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munroq@hotmail.com

TRÉSORIER

Nom Lise Roy

Téléphone (819) 787-6393
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 787-6383
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pellerinlise@hotmail.com

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom KPMG

Titre Comptables agréés

Adresse 226, 2e rue est
(no) (rue)
LA SARRE (Québec) J9Z 2G9
(Municipalité)

Téléphone (819) 333-2392
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 333-2517
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jlapointe@kpmg.ca

Nom du responsable du dossier Josée Lapointe, CA